
Fiches sectorielles

Ensemble des secteurs marchands
non agricoles et non financiers



Avertissement

Les résultats et analyses présentés dans la vue d'ensemble, dans les fiches sectorielles et dans la plupart des fiches thématiques sont, sauf mention contraire, définis sur la base d'unités légales et d'entreprises profilées **sur le champ des secteurs principalement marchands hors agriculture et hors secteurs financiers**.

Comme les autres instituts statistiques européens, dans une optique de meilleure analyse économique du système productif, l'Insee met en place la définition économique de l'entreprise. Dans cette optique, les unités légales faisant partie d'un groupe sont rassemblées, puis le « profilage » consiste à identifier, parmi les groupes, la ou les entreprise(s) pertinente(s) pour l'analyse économique au sens du décret de 2008 en application de la loi de Modernisation de l'économie (LME) et à reconstituer leurs comptes consolidés. Ces entreprises sont conformes à la définition légale donnée par la LME : « la plus petite combinaison d'unités légales constituant une unité organisationnelle de production et jouissant d'une certaine autonomie de décision » et à la définition européenne de l'entreprise précisée dans le règlement 696/93.

Une unité légale est une entité juridique de droit public ou privé. Cette entité juridique peut être :

- une personne morale, type société, dont l'existence est reconnue par la loi indépendamment des personnes ou des institutions qui la possèdent ou qui en sont membres ;
- une personne physique, qui, en tant qu'indépendant, peut exercer une activité économique.

Elle est obligatoirement déclarée aux administrations compétentes (greffes des tribunaux, Sécurité sociale, DGI,...) pour exister. La catégorie juridique d'une telle unité dépend du choix des propriétaires ou de ses créateurs pour des raisons organisationnelles, juridiques ou fiscales. L'unité légale est l'unité principale enregistrée dans Sirene.

Sauf mention explicite, le terme d'entreprise désigne dès lors dans cet ouvrage des unités légales et des entreprises profilées.

Le champ des secteurs principalement marchands hors agriculture et hors secteurs financiers correspond dans la nomenclature d'activités françaises (NAF rév. 2) aux activités suivantes :

- industrie manufacturière, industrie extractives et autres (BE),
- construction (F),
- commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration (GI),
- information et communication (J),
- activités immobilières (L),
- activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (MN),
- arts, spectacles et activités récréatives (R),
- autres activités de services (S) à l'exclusion des activités des organisations associatives.

Dans cette publication, les résultats de 2012 et les évolutions entre 2012 et 2013 sont présentés sur la base du champ de 2013.

Signes conventionnels utilisés

...	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
e	Estimation
p	Résultat provisoire
r	Résultat révisé par rapport à l'édition précédente
n.s.	Résultat non significatif
€	Euro
K	Millier
M	Million
Md	Milliard
Réf.	Référence

5.1 Chiffres clés de l'ensemble des secteurs marchands

En 2013, 3,4 millions d'entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers sont en activité en France. Ce nombre comprend aussi bien des micro-entrepreneurs que des unités légales appartenant à des multinationales. Si les petites entreprises permettent de développer notablement le tissu productif dans des activités du bâtiment, du commerce de détail ou certaines activités de services, une part importante de l'activité économique est réalisée par un nombre restreint d'entreprises. Ainsi, les 4 200 entreprises employant 250 salariés ou plus représentent 0,1 % des entreprises mais 40 % des emplois salariés de ces secteurs, 44 % de la valeur ajoutée, 63 % des exportations et 46 % des investissements. À l'opposé, les 3,3 millions d'entreprises de moins de 10 salariés ont un poids économique faible : elles comptent pour un cinquième du chiffre d'affaires et de l'emploi salarié, un quart de la valeur ajoutée et un dixième des exportations.

Les entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers comptent 12 millions de salariés en équivalent temps plein (EQTP) en 2013, 32 % employés dans les services, 25 % dans l'industrie et 22 % dans le commerce. Elles enregistrent un chiffre d'affaires de 3 657 milliards d'euros dont 593 milliards réalisés à l'export. L'industrie, avec un chiffre d'affaires à l'export de 342 milliards, est le premier secteur exportateur essentiellement grâce à l'industrie manufacturière (317 milliards). Le commerce est le second (130 milliards), pour l'essentiel grâce aux activités de commerce de gros.

Les entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers dégagent une valeur ajoutée de 986 milliards d'euros en 2013, soit 52 % de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie nationale, les entreprises des autres secteurs (agriculture, services financiers, secteur marchand de la santé et de l'enseignement) en créant un peu moins de 10 %. Les évolutions de la valeur ajoutée entre 2012 et 2013 sont d'autant plus favorables que l'entreprise est de grande taille (évolution de la médiane égale à 1,6 % pour les entreprises de 250 salariés ou plus, à 1,1 % pour celles de 10 à 249 salariés et nulle pour celles de

9 salariés ou moins). Toutefois, la dispersion de ces évolutions est plus forte pour les entreprises de petite taille que pour les plus grandes (évolutions respectivement des 1^{ers} quartiles à -13 % et -5 % et des 3^e quartiles à 16 % et 8 %).

Les investissements corporels bruts hors apports sont de 183 milliards d'euros en 2013 (-1,8 % par rapport à 2012). Les services principalement marchands (81 milliards) et l'industrie (53 milliards) en sont les principaux contributeurs, suivis par les transports et l'entreposage (24 milliards). Les industries manufacturières (31 milliards) et l'énergie (17 milliards) contribuent à l'essentiel de l'investissement industriel ; dans les services, les activités immobilières (37 milliards), les services aux entreprises (25 milliards) et l'information et la communication (10 milliards) pèsent le plus.

En 2014, la production en volume de toutes les branches marchandes non agricoles et non financières stagne depuis quatre années. Après une croissance continue de 2000 à 2007, elle avait fortement reculé en 2009. Seule la production en volume de la branche des services marchands (incluant l'activité des ménages en services de logement) a retrouvé en 2014 un niveau nettement supérieur à celui d'avant la crise. La production du commerce est légèrement supérieure à celle de 2007. Pour toutes les autres branches, la production stagne en 2013 et 2014 et reste en dessous du niveau de 2007. Depuis 2009, elle est même en net recul dans la construction.

En 2014, l'emploi salarié poursuit sa baisse (-0,3 %) amorcée en 2012 (-0,7 %). De 2000 à 2007, l'emploi salarié a globalement augmenté (+4,1 %), seul l'emploi industriel ayant diminué sur cette période. L'essentiel de cette croissance a été effacé par la crise de 2008-2009, les évolutions de 2010 et 2011 étant restées faibles. Les effectifs de l'industrie sont en recul continu de 2000 à 2014, bien que la baisse ait ralenti en 2011 (-0,4 %) et 2012 (-0,5 %). Dans les services principalement marchands, l'emploi repart à la hausse en 2013 (+1,1 %) et 2014 (+0,9 %). Ils étaient les seuls à afficher dès 2010 un niveau d'emploi supérieur à celui de 2007. Mais en 2012, leurs effectifs reculent (-0,8 %) pour la première fois depuis 2008. ■

Définitions

Médiane, quartiles : voir annexe *Glossaire*.

Chiffres clés de l'ensemble des secteurs marchands 5.1

1. Chiffres clés des secteurs marchands non agricoles et non financiers en 2013

	Entreprises	Salariés EQTP	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires export	Valeur ajoutée	Investissements corporels bruts hors apports
	(milliers)		(milliards d'euros)			
De 0 à 9 salariés EQTP	3 273,6	2 607,4	786,6	56,5	245,7	50,5
De 10 à 249 salariés EQTP	144,0	4 510,2	1 243,7	162,5	306,4	49,2
250 salariés EQTP ou plus	4,2	4 813,1	1 627,1	373,7	433,6	83,7
Ensemble¹	3 421,7	11 930,7	3 657,4	592,6	985,7	183,4

1. Les entreprises de ce champ réalisent 52 % de la valeur ajoutée de l'économie (comptabilité nationale).

Champ : France, unités légales et entreprises profilées des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Source : Insee, É sane.

2. Dispersion de l'évolution de la valeur ajoutée entre 2012 et 2013



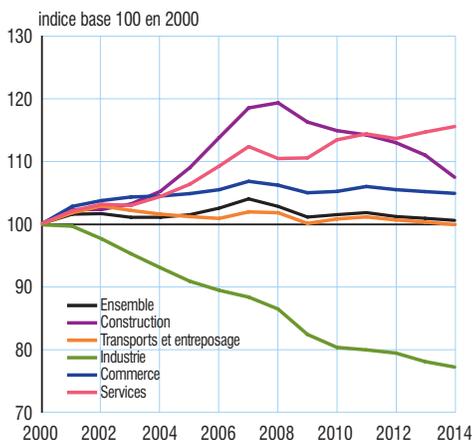
Champ : France, unités légales et entreprises profilées des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal.

Lecture : 50 % des entreprises de 10 à 249 salariés ont une évolution de leur valeur ajoutée supérieure à 1,1 % entre 2012 et 2013

Note : les entreprises retenues sont celles présentes sur les 2 années, elles sont classées selon leur taille en 2013. Sont exclues les entreprises dont la valeur ajoutée est négative ou nulle (11,4 % en 2012 et 11,7 % en 2013).

Source : Insee, É sane (Fare).

3. Évolution de l'emploi salarié

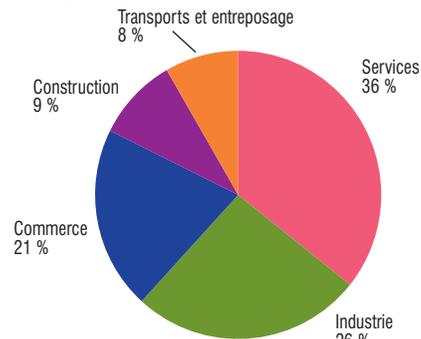


Champ : France métropolitaine, secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, en secteur d'établissements.

Note : les titulaires de contrats d'intérim sont classés systématiquement dans l'activité de travail temporaire.

Source : Insee, estimations d'emploi (CVS au 4^e trimestre).

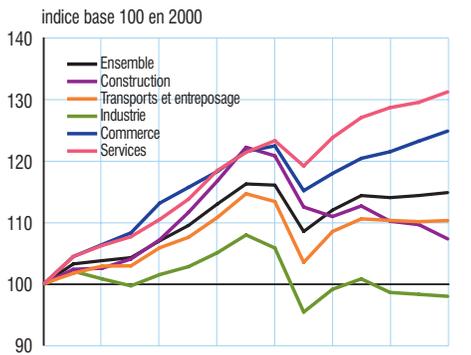
4. Principales activités selon la valeur ajoutée en 2013



Champ : France, unités légales et entreprises profilées des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Source : Insee, É sane.

5. Production par branche en volume



Champ : France, branches principalement marchandes non agricoles et non financières.

Source : Insee, comptabilité nationale.

5.2 Ratios de l'ensemble des secteurs marchands

Les **ratios** présentés dans cette fiche permettent d'avoir une vue d'ensemble de la situation économique et financière des entreprises des secteurs marchands, hors agriculture et services financiers, mais ils recouvrent des situations très contrastées selon les secteurs d'activité et les tailles d'entreprises. Ils servent de référence pour des analyses sectorielles plus fines.

L'intensité capitalistique, qui rapporte les immobilisations corporelles (construction, installations, machines et matériels) aux effectifs salariés, est en moyenne de 184 000 euros par salarié dans les secteurs marchands, mais son niveau varie fortement en fonction du secteur. Elle est faible dans la construction (44 000 euros) et le commerce (66 000 euros) et élevée dans l'industrie (262 000 euros), les transports et l'entreposage (262 000 euros) et les services principalement marchands (229 000 euros). Au sein des services, ce niveau important résulte de deux activités très capitalistiques : la location et l'exploitation de biens immobiliers et les télécommunications.

Les secteurs avec une forte intensité capitalistique sont ceux qui ont les niveaux d'investissement les plus élevés. Le taux d'investissement passe de 19 % en 2012 à 18,6 % en 2013. Dans les secteurs contribuant fortement à l'investissement, ce taux est en recul dans l'immobilier (- 1,7 point), l'industrie (- 1,5 point), le commerce (- 0,6 point), les services aux entreprises (- 0,4 point), alors qu'il augmente dans les transports et l'entreposage (+ 3,4 points).

La **médiane** du taux de marge des entreprises employeuses augmente en 2013, quelle que soit la taille de l'entreprise. Cette hausse provient en partie de la mise en place du CICE qui a permis aux entreprises d'intégrer les exonérations de charges dans leur comptabilité dès 2013. Ainsi, en 2013, pour les entreprises employeuses, les salaires augmentent de 2,5 % alors que

les charges sociales n'augmentent que de 0,5 %. Toutefois, l'impact précis des exonérations obtenues grâce au CICE sur le taux de marge est complexe à évaluer. En effet, les entreprises choisissent de comptabiliser ce dispositif soit au niveau des charges, soit au niveau de l'impôt sur les sociétés. La hausse du taux de marge est modérée pour les entreprises de 1 à 9 salariés (+ 0,3 point) et de 250 salariés ou plus (+ 0,4 point), et plus affirmée pour celles de 10 à 249 salariés (+ 0,8 point). Cette légère amélioration s'observe aussi parmi les 25 % d'entreprises ayant le taux de marge le plus faible : le 1^{er} **quartile** du taux de marge augmente d'environ 1 point pour toutes les tailles d'entreprises.

Si la rentabilité économique des entreprises employeuses recule globalement entre 2012 et 2013 (- 0,6 point pour le taux de rentabilité médian), elle ne baisse que pour les entreprises de 1 à 9 salariés (- 0,7 point). Dans les entreprises de 10 salariés ou plus, la dispersion est plus resserrée et plus stable entre 2012 et 2013 que dans les autres entreprises.

Les femmes occupent 37 % de l'emploi des secteurs marchands non agricoles et non financiers, soit une proportion nettement en dessous de celle observée dans l'ensemble de l'économie nationale (48 % en 2014), les femmes étant plus représentées dans les secteurs non marchands. La présence des femmes est notamment assez faible dans la construction (11 %), les transports et l'entreposage (26 %) et l'industrie (29 %), secteurs où de nombreux postes de travail leur sont particulièrement difficiles d'accès.

La proportion de non-salariés est de 5 % dans l'industrie et les transports et l'entreposage. Elle est plus élevée dans la construction (22 %), les services (18 %) et le commerce (14 %), secteurs avec un tissu productif comprenant un nombre relativement important de très petites entreprises. ■

Définitions

Ratios : voir annexe *Glossaire*.

Médiane, quartiles : voir annexe *Glossaire*.

Ratios de l'ensemble des secteurs marchands 5.2

1. Ratios des secteurs marchands selon la taille en 2013

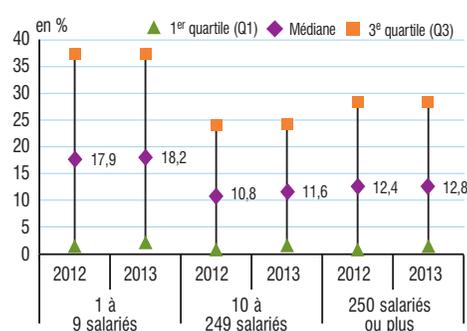
	Ensemble	De 0 à 9 salariés	De 10 à 249 salariés	250 salariés ou plus
Organisation et débouchés de la production				
Taux d'exportation	16,2	7,2	13,1	23,0
Taux de valeur ajoutée	27,0	31,2	24,6	26,6
Intensité capitalistique (en milliers d'euros)	184,2	187,6	112,6	249,4
Ratios de rentabilité				
Taux de marge ¹	26,0	35,9	20,4	24,3
Rentabilité économique	7,9	11,6	7,6	6,3
Ratios d'endettement, de solvabilité et de liquidité				
Taux d'endettement	76,1	67,2	75,5	86,9
Ratios d'investissement				
Taux d'investissement	18,6	20,5	16,1	19,3
Taux d'autofinancement	150,5	231,6	121,0	119,0

1. Hors sièges sociaux

Champ : France, unités légales et entreprises profilées des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Source : Insee, É sane.

2. Dispersion des taux de marge en 2012 et 2013

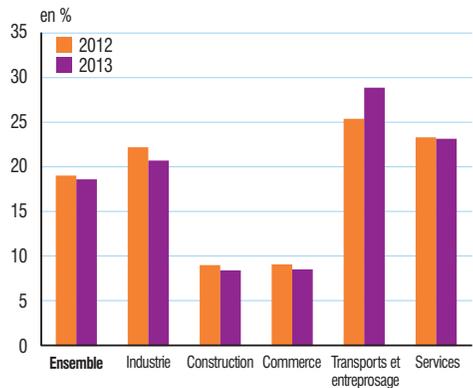


Champ : France, unités légales employeuses et entreprises profilées des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal.

Lecture : 50 % des entreprises de 10 à 249 salariés ont un taux de marge supérieur à 11,6 % en 2013.

Source : Insee, É sane (Fare).

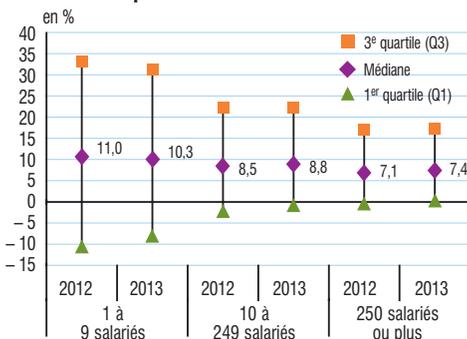
3. Évolution du taux d'investissement



Champ : France, unités légales et entreprises profilées des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal.

Source : Insee, É sane.

4. Dispersion des taux de rentabilité économique en 2012 et 2013



Champ : France, unités légales employeuses et entreprises profilées des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal.

Lecture : 50 % des entreprises de 10 à 249 salariés ont un taux de rentabilité économique supérieur à 8,8 % en 2013.

Source : Insee, É sane (Fare).

5. Personnes en emploi des entreprises marchandes non financières en 2014

	Part de femmes	Part d'actifs		Part de non-salariés
		de 15 à 29 ans	de 50 ans ou plus	
Industrie	28,6	17,8	28,0	4,9
Construction	10,9	22,1	24,9	22,2
Commerce	46,8	25,3	23,5	14,0
Transports et entreposage	26,0	14,7	29,4	5,2
Services	46,6	22,6	24,2	17,7
Ensemble secteurs principalement marchands	36,6	21,3	25,5	13,3

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus exerçant dans les secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Source : Insee, enquête Emploi.